REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE LA CORREZE
COMMUNE DE SAINT MEXANT

☎ 05 55 29 30 03 ☎ 05 55 29 39 81
e-mail : mairie-saint-mexant@wanadoo.fr

<p>PROCES VERBAL DE LA SEANCE PUBLIQUE du CONSEIL MUNICIPAL du 14 juin 2024 à 10 h 30</p>

L'an deux mil vingt-quatre, le quatorze juin à dix-huit heures trente minutes, les membres du Conseil Municipal de la Commune de St Mexant se sont réunis en séance ordinaire dans la salle du Conseil Municipal et des Cérémonies, sur convocation qui leur a été adressée par le Maire le 08 juin 2024, conformément aux articles L2121.10 et L. 2122-8 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Etaient Présents : Patrick BORDAS, Maire

Joëlle BLOYER, Eric DUPAS, Catherine VIERS, Patrick THOMAS, Maires-Adjoints, Alain DELAGE, Pascal DAUBERNARD, Mariane VAREILLE, Nadine BRISSAUD, Chloé SORIN jusqu'à 19 h 30, Stéphanie CHASSING, Matthieu ANTIGNAC, Gaëlle MAURY, Conseillers Municipaux.

Etaient absents et excusés : Murielle BEYTOUT, Patrick MERCIER, Chloé SORIN après 19 h 30.

Pouvoirs ont été donnés : par Murielle BEYTOUT à Eric DUPAS, Patrick MERCIER à Patrick THOMAS, Chloé SORIN à Catherine VIERS.

Secrétaire de Séance : Nadine BRISSAUD.

Quorum : 13 conseillers sur 15 sont présents jusqu'à 17 h 30. Le quorum est atteint.
Après 17 h 30 : 12 conseillers sur 15 sont présents. Le quorum est atteint.

Forme de la convocation

St Mexant, le 08 juin 2024

Mesdames, Messieurs,
Chers (es) Collègues,

J'ai l'honneur de vous inviter à assister à la séance du Conseil Municipal qui se tiendra le :

Vendredi 14 juin 2024 à 18 heures 30
dans la salle du Conseil Municipal et des Cérémonies.

Comptant sur votre présence et vous remerciant d'avance,

Je vous prie de croire, Mesdames, Messieurs, Chers (es) Collègues, à l'expression de mes sentiments les plus cordiaux.

Patrick BORDAS,
Maire.

PS : En cas d'empêchement, vous voudrez bien établir un pouvoir à la personne de votre choix. (1 seul pouvoir par mandataire).

ORDRE DU JOUR / SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL
du 14 juin 2024 à 18 h 30

1 - Approbation du procès-verbal de la séance du 29 mars 2024

2 - Compte-rendu des décisions municipales prises par le Maire en vertu de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales :

- **Décision n° 13** : Attribution d'une concession cinéraire dans le cimetière communal de St Mexant, à titre de concession nouvelle, à Monsieur et Madame Daniel et Annie REVENAT – Concession de case de columbarium n° 7/223 – Ensemble 2 pour une durée de 50 ans. (990 €)
La présente décision abroge la décision n° 10/2024 en date du 20 février 2024 suite à modification de la durée de concession.
- **Décision n° 14** : Attribution d'une concession funéraire dans le cimetière communal de St Mexant, à titre de régularisation, à Monsieur Jean Michel SOLEILHAVOUP – Concession de terrain n° 94 N – Emplacement caveau – Carré 3 n° 85 – pour une durée de 50 ans. (5 €)
- **Décision n° 15** : Attribution d'une concession funéraire dans le cimetière communal de St Mexant, à titre de régularisation, à Madame Murielle SAINT-YVES épouse DUFOUR – Concession de terrain n° 95 N – Emplacement caveau – Carré 3 n° 76 – pour une durée de 30 ans. (3 €)
- **Décision n° 16** : Attribution d'une concession funéraire dans le cimetière communal de St Mexant, à titre de régularisation, à Madame Evelyne LE GUEN épouse LEFEVRE – Concession de terrain n° 96 N – Emplacement caveau – Carré 3 n° 28 – pour une durée de 50 ans. (5 €)
- **Décision n° 17** : Attribution d'une concession funéraire dans le cimetière communal de St Mexant, à titre de régularisation, à Monsieur Hélien LAURENT et Monsieur Guy LAURENT – Concession de terrain n° 97 N – Emplacement caveau – Carré 1 n° 62 – pour une durée de 50 ans. (5 €)
- **Décision n° 18** : Attribution d'une concession funéraire dans le cimetière communal de St Mexant, à titre de régularisation, à Madame Marie-Anne ROBERT épouse MONTCHAMP – Concession de terrain n° 98 N – Emplacement caveau – Carré 1 n° 1 – pour une durée de 50 ans. (5 €)

3 - Jury d'Assises – liste préparatoire de la liste départementale annuelle des jurés d'assises pour l'année 2025

4 - Budget annexe 2024 « Lotissement Pompeyrie II » : décision modificative pour régularisation de la reprise des résultats

5 - Recrutement d'agents contractuels sur un emploi non permanent pour faire face à un besoin lié à un accroissement saisonnier d'activité aux mois de juillet et août.

6 - Mise en place de la Prime Pouvoir d'Achat Exceptionnelle

**33-06/2024 : Compte-rendu des décisions municipales
prises par le Maire en vertu de l'article L.2122-22 du Code
Général des Collectivités Territoriales**

DECISION DU MAIRE N° 13/2024
**Attribution d'une concession cinéraire dans le cimetière communal de St
Mexant**
à Monsieur et Madame REVENAT Daniel et Annie
Concession de case du columbarium
n° 7/223 - Ensemble 2 pour une durée de 50 ans

Le Maire de la Commune de SAINT-MEXANT,

VU l'article L 2122-22, alinéa 8 du Code Général des Collectivités Territoriales aux termes duquel il peut prendre toute décision pour prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières,

VU la délibération n° 10 – 05/2020 du 30 mai 2020 par laquelle le Conseil Municipal lui a donné délégation, pour la durée de son mandat de prendre les décisions en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil Municipal n° 68 – 12/2022 en date du 09 Décembre 2022 par laquelle l'assemblée a fixé les tarifs des concessions funéraires,

VU l'arrêté municipal n° MA-ARE – 2022/05 du 15 décembre 2022 portant règlement intérieur du cimetière communal,

VU la demande présentée par Monsieur Daniel REVENAT et Madame Annie SOLEILHAVOUP épouse REVENAT dans le but d'obtenir une concession cinéraire columbarium dans le cimetière communal pour une durée de 30 ans,

VU la décision du Maire n° 10/2024 en date du 14 février 2024 accordant à Monsieur Daniel REVENAT et Madame Annie SOLEILHAVOUP épouse REVENAT la concession de case du columbarium n° 7/223 - Ensemble 2 dans le cimetière communal de St Mexant pour une durée de 30 ans,

CONSIDERANT la demande de modification de durée de ladite concession présentée par Monsieur Daniel REVENAT et Madame Annie SOLEILHAVOUP épouse REVENAT, à savoir 50 ans au lieu de 30 ans,

DECIDE

Article 1 : Il est accordé à Monsieur Daniel REVENAT et Madame Annie SOLEILHAVOUP épouse REVENAT la concession de case du columbarium n° 7/223 - Ensemble 2 dans le cimetière communal de St Mexant pour une durée de 50 ans.

Article 2 :

Cette concession est accordée à titre de concession nouvelle moyennant le versement de la somme totale de *neuf cent quatre-vingt-dix euros* (990,00 €) dans la caisse du Receveur Municipal sis au Service du Gestion Comptable de Tulle – cité Administrative Jean Montalat – Place Martial Brigouleix - 19000 Tulle.

ARTICLE 3 :

Un contrat de concession sera signé en ce sens entre la Commune et Monsieur Daniel REVENAT et Madame Annie SOLEILHAVOUP épouse REVENAT.

ARTICLE 4 :

La présente décision abroge la décision n° 10/2024 en date du 14 février 2024.

ARTICLE 5 :

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations du Conseil Municipal.

ARTICLE 6 :

La présente décision :

- sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corrèze au titre du contrôle de légalité.
- peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Saint-Mexant et/ou d'un recours contentieux dans un délais de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou notification, de sa transmission au contrôle de légalité en vertu de l'article R421-1 du Code de Justice administrative. Le recours doit être introduit auprès du Tribunal Administratif de Limoges situé 2 cours Bugeaud, 87000 Limoges ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Fait à Saint-Mexant, le 29 mai 2024

**Patrick BORDAS,
Maire.**

Transmis en Préfecture (Bureau du Contrôle de Légalité)
et affiché le 29 mai 2024

DÉCISION DU MAIRE N° 14/2024
Attribution d'une concession funéraire,
dans le cimetière communal de St Mexant
à titre de régularisation,
à Monsieur Jean Michel SOLEILHAVOUP
Concession de terrain n° 94 N - Emplacement n° 85 – Carré 3

Le Maire de la Commune de SAINT-MEXANT,

VU la délibération n° 10 – 05/2020 du 30 mai 2020 par laquelle le Conseil Municipal lui a donné délégation, pour la durée de son mandat de prendre les décisions en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article L 2122-22, alinéa 8 du Code Général des Collectivités Territoriales aux termes duquel il peut prendre toute décision pour prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières,

VU l'arrêté municipal n° MA-ARE – 2022/05 du 15 décembre 2022 portant règlement intérieur du cimetière communal,

VU la délibération du Conseil Municipal n° 55 – 10/2023 en date du 06 octobre 2023 relative aux modalités, pour les familles, de régulariser la situation des sépultures existantes sans concession,

VU la demande écrite présentée par Monsieur Jean Michel SOLEILHAVOUP, ayant droit le plus diligent représentant l'ensemble des ayants droit des défunts et tendant à bénéficier d'une concession de terrain dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture des défunts inhumés et de leurs ayants droit,

DECIDE

Article 1 : Il est attribué dans le cimetière communal à l'ensemble des ayants droit des défunts la concession funéraire de terrain n° 85 – Carré 3 / Superficie : 6,6 m² - pour une durée de 50 ans.

Article 2 :

Cette concession est accordée à titre de régularisation à l'effet d'y fonder la sépulture particulière des défunts inhumés et leurs ayants droit.

ARTICLE 3 :

La concession est accordée moyennant la somme totale de cinq euros (5,00 €) versée dans la caisse du Receveur municipal sis au Service du Gestion Comptable de Tulle – cité Administrative Jean Montalat – Place Martial Brigouleix - 19000 Tulle.

ARTICLE 4 :

Un contrat de concession sera signé en ce sens entre la Commune et Monsieur Jean Michel SOLEILHAVOUP agissant en qualité d'ayant droit le plus diligent au nom et pour le compte de l'ensemble des ayants droit des personnes inhumées.

ARTICLE 5 :

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations du Conseil Municipal.

ARTICLE 6 :

La présente décision :

- sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corrèze au titre du contrôle de légalité.
- peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Saint-Mexant et/ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou notification, de sa transmission au contrôle de légalité en vertu de l'article R421-1 du Code de Justice administrative. Le recours doit être introduit auprès du Tribunal Administratif de Limoges situé 2 cours Bugeaud, 87000 Limoges ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Fait à Saint-Mexant, le 29 mai 2024

Patrick BORDAS,
Maire.

Caractère exécutoire

Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette décision,
- informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication devant le Tribunal Administratif de Limoges situé 2 cours Bugeaud, 87000 Limoges ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Transmis en Préfecture le :

Affiché le :

Notifié le :

DÉCISION DU MAIRE N° 15/2024
Attribution d'une concession funéraire,
dans le cimetière communal de St Mexant
à titre de régularisation,
à Madame Murielle SAINT-YVES épouse DUFOUR
Concession de terrain n° 95 N - Emplacement n° 76 – Carré 3

Le Maire de la Commune de SAINT-MEXANT,

VU la délibération n° 10 – 05/2020 du 30 mai 2020 par laquelle le Conseil Municipal lui a donné délégation, pour la durée de son mandat de prendre les décisions en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article L 2122-22, alinéa 8 du Code Général des Collectivités Territoriales aux termes duquel il peut prendre toute décision pour prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières,

VU l'arrêté municipal n° MA-ARE – 2022/05 du 15 décembre 2022 portant règlement intérieur du cimetière communal,

VU la délibération du Conseil Municipal n° 55 – 10/2023 en date du 06 octobre 2023 relative aux modalités, pour les familles, de régulariser la situation des sépultures existantes sans concession,

VU la demande écrite présentée par Madame Murielle SAINT-YVES épouse DUFOUR, ayant droit le plus diligent représentant l'ensemble des ayants droit des défunts et tendant à bénéficier d'une concession de terrain dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture des défunts inhumés et de leurs ayants droit,

DECIDE

Article 1 : Il est attribué dans le cimetière communal à l'ensemble des ayants droit des défunts *la concession funéraire de terrain n° 76 – Carré 3 / Superficie : 7 m² - pour une durée de 30 ans.*

Article 2 :

Cette concession est accordée *à titre de régularisation* à l'effet d'y fonder la sépulture particulière des défunts inhumés et leurs ayants droit.

ARTICLE 3 :

La concession est accordée moyennant la somme totale de trois euros (3,00 €) versée dans la caisse du Receveur municipal sis au Service du Gestion Comptable de Tulle – cité Administrative Jean Montalat – Place Martial Brigouleix - 19000 Tulle.

ARTICLE 4 :

Un contrat de concession sera signé en ce sens entre la Commune et Madame Murielle SAINT-YVES épouse DUFOUR agissant en qualité d'ayant droit le plus diligent au nom et pour le compte de l'ensemble des ayants droit des personnes inhumées.

ARTICLE 5 :

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations du Conseil Municipal.

ARTICLE 6 :

La présente décision :

- sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corrèze au titre du contrôle de légalité.
- peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Saint-Mexant et/ou d'un recours contentieux dans un délais de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou notification, de sa transmission au contrôle de légalité en vertu de l'article R421-1 du Code de Justice administrative. Le recours doit être introduit auprès du Tribunal Administratif de Limoges situé 2 cours Bugeaud, 87000 Limoges ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Fait à Saint-Mexant, le 29 mai 2024

Patrick BORDAS,
Maire.

Caractère exécutoire

Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette décision,
- informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication devant le Tribunal Administratif de Limoges situé 2 cours Bugeaud, 87000 Limoges ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Transmis en Préfecture le :

Affiché le :

Notifié le :

DÉCISION DU MAIRE N° 16/2024

**Attribution d'une concession funéraire,
dans le cimetière communal de St Mexant
à titre de régularisation,**

à Madame Evelyne LE GUEN épouse LEFEVRE

Concession de terrain n° 96 N - Emplacement n° 28 – Carré 3

Le Maire de la Commune de SAINT-MEXANT,

VU la délibération n° 10 – 05/2020 du 30 mai 2020 par laquelle le Conseil Municipal lui a donné délégation, pour la durée de son mandat de prendre les décisions en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article L 2122-22, alinéa 8 du Code Général des Collectivités Territoriales aux termes duquel il peut prendre toute décision pour prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières,

VU l'arrêté municipal n° MA-ARE – 2022/05 du 15 décembre 2022 portant règlement intérieur du cimetière communal,

VU la délibération du Conseil Municipal n° 55 – 10/2023 en date du 06 octobre 2023 relative aux modalités, pour les familles, de régulariser la situation des sépultures existantes sans concession,

VU la demande écrite présentée par Madame Evelyne LE GUEN épouse LEFEVRE, ayant droit le plus diligent représentant l'ensemble des ayants droit des défunts et tendant à bénéficier d'une concession de terrain dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture des défunts inhumés et de leurs ayants droit,

DECIDE

ARTICLE 1 : Il est attribué dans le cimetière communal à l'ensemble des ayants droit des défunts la concession funéraire de terrain n° 28 – Carré 3 / Superficie : 6,50 m² - pour une durée de 50 ans.

ARTICLE 2 :

Cette concession est accordée à titre de régularisation à l'effet d'y fonder la sépulture particulière des défunts inhumés et leurs ayants droit.

ARTICLE 3 :

La concession est accordée moyennant la somme totale de cinq euros (5,00 €) versée dans la caisse du Receveur municipal sis au Service du Gestion Comptable de Tulle – cité Administrative Jean Montalat – Place Martial Brigouleix - 19000 Tulle.

ARTICLE 4 :

Un contrat de concession sera signé en ce sens entre la Commune et Madame Evelyne LE GUEN épouse LEFEVRE agissant en qualité d'ayant droit le plus diligent au nom et pour le compte de l'ensemble des ayants droit des personnes inhumées.

ARTICLE 5 :

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations du Conseil Municipal.

ARTICLE 6 :

La présente décision :

- sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corrèze au titre du contrôle de légalité.
- peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Saint-Mexant et/ou d'un recours contentieux dans un délais de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou notification, de sa transmission au contrôle de légalité en vertu de l'article R421-1 du Code de Justice administrative. Le recours doit être introduit auprès du Tribunal Administratif de Limoges situé 2 cours Bugeaud, 87000 Limoges ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Fait à Saint-Mexant, le 29 mai 2024

Patrick BORDAS,
Maire.

Caractère exécutoire

Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette décision,
- informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication devant le Tribunal Administratif de Limoges situé 2 cours Bugeaud, 87000 Limoges ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Transmis en Préfecture le :

Affiché le :

Notifié le :

DÉCISION DU MAIRE N° 17/2024
Attribution d'une concession funéraire,
dans le cimetière communal de St Mexant
à titre de régularisation,
à Monsieur Hélin LAURENT et Monsieur Guy LAURENT
Concession de terrain n° 97 N - Emplacement n° 62 – Carré 1

Le Maire de la Commune de SAINT-MEXANT,

VU la délibération n° 10 – 05/2020 du 30 mai 2020 par laquelle le Conseil Municipal lui a donné délégation, pour la durée de son mandat de prendre les décisions en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article L 2122-22, alinéa 8 du Code Général des Collectivités Territoriales aux termes duquel il peut prendre toute décision pour prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières,

VU l'arrêté municipal n° MA-ARE – 2022/05 du 15 décembre 2022 portant règlement intérieur du cimetière communal,

VU la délibération du Conseil Municipal n° 55 – 10/2023 en date du 06 octobre 2023 relative aux modalités, pour les familles, de régulariser la situation des sépultures existantes sans concession,

VU la demande écrite présentée par Monsieur Hélin LAURENT et Guy LAURENT, ayant droit le plus diligent représentant l'ensemble des ayants droit des défunts et tendant à bénéficier d'une concession de terrain dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture des défunts inhumés et de leurs ayants droit,

DECIDE

ARTICLE 1 : Il est attribué dans le cimetière communal à l'ensemble des ayants droit des défunts *la concession funéraire de terrain n° 62 – Carré 1 / Superficie : 5 m² - pour une durée de 50 ans.*

ARTICLE 2 :

Cette concession est accordée *à titre de régularisation* à l'effet d'y fonder la sépulture particulière des défunts inhumés et leurs ayants droit.

ARTICLE 3 :

La concession est accordée moyennant la somme totale de cinq euros (5,00 €) versée dans la caisse du Receveur municipal sis au Service du Gestion Comptable de Tulle – cité Administrative Jean Montalat – Place Martial Brigouleix - 19000 Tulle.

ARTICLE 4 :

Un contrat de concession sera signé en ce sens entre la Commune et Monsieur Hélin LAURENT et Guy LAURENT agissant en qualité d'ayant droit le plus diligent au nom et pour le compte de l'ensemble des ayants droit des personnes inhumées.

ARTICLE 5 :

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations du Conseil Municipal.

ARTICLE 6 :

La présente décision :

- sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corrèze au titre du contrôle de légalité.
- peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Saint-Mexant et/ou d'un recours contentieux dans un délais de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou notification, de sa transmission au contrôle de légalité en vertu de l'article R421-1 du Code de Justice administrative. Le recours doit être introduit auprès du Tribunal Administratif de Limoges situé 2 cours Bugeaud, 87000 Limoges ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Fait à Saint-Mexant, le 29 mai 2024

Patrick BORDAS,
Maire.

Caractère exécutoire

Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette décision,
- informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication devant le Tribunal Administratif de Limoges situé 2 cours Bugeaud, 87000 Limoges ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Transmis en Préfecture le :

Affiché le :

Notifié le :

DÉCISION DU MAIRE N° 18/2024

**Attribution d'une concession funéraire,
dans le cimetière communal de St Mexant
à titre de régularisation,**

**à Madame Marie-Anne ROBERT épouse MONTCHAMP
Concession de terrain n° 98 N - Emplacement n° 1 – Carré 1**

Le Maire de la Commune de SAINT-MEXANT,

VU la délibération n° 10 – 05/2020 du 30 mai 2020 par laquelle le Conseil Municipal lui a donné délégation, pour la durée de son mandat de prendre les décisions en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article L 2122-22, alinéa 8 du Code Général des Collectivités Territoriales aux termes duquel il peut prendre toute décision pour prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières,

VU l'arrêté municipal n° MA-ARE – 2022/05 du 15 décembre 2022 portant règlement intérieur du cimetière communal,

VU la délibération du Conseil Municipal n° 55 – 10/2023 en date du 06 octobre 2023 relative aux modalités, pour les familles, de régulariser la situation des sépultures existantes sans concession,

VU la demande écrite présentée par Madame Marie-Anne ROBERT épouse MONTCHAMP, ayant droit le plus diligent représentant l'ensemble des ayants droit des défunts et tendant à bénéficier d'une concession de terrain dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture des défunts inhumés et de leurs ayants droit,

DECIDE

ARTICLE 1 : Il est attribué dans le cimetière communal à l'ensemble des ayants droit des défunts *la concession funéraire de terrain n° 1 – Carré 1 / Superficie : 6,6 m² - pour une durée de 50 ans.*

ARTICLE 2 :

Cette concession est accordée à *titre de régularisation* à l'effet d'y fonder la sépulture particulière des défunts inhumés et leurs ayants droit.

ARTICLE 3 :

La concession est accordée moyennant la somme totale de cinq euros (5,00 €) versée dans la caisse du Receveur municipal sis au Service du Gestion Comptable de Tulle – cité Administrative Jean Montalat – Place Martial Brigouleix - 19000 Tulle.

ARTICLE 4 :

Un contrat de concession sera signé en ce sens entre la Commune et Madame Marie-Anne ROBERT épouse MONTCHAMP agissant en qualité d'ayant droit le plus diligent au nom et pour le compte de l'ensemble des ayants droit des personnes inhumées.

ARTICLE 5 :

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations du Conseil Municipal.

ARTICLE 6 :

La présente décision :

- sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corrèze au titre du contrôle de légalité.
- peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Saint-Mexant et/ou d'un recours contentieux dans un délais de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou notification, de sa transmission au contrôle de légalité en vertu de l'article R421-1 du Code de Justice administrative. Le recours doit être introduit auprès du Tribunal Administratif de Limoges situé 2 cours Bugeaud, 87000 Limoges ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Fait à Saint-Mexant, le 29 mai 2024

Patrick BORDAS,
Maire.

Caractère exécutoire

Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette décision,
- informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication devant le Tribunal Administratif de Limoges situé 2 cours Bugeaud, 87000 Limoges ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Transmis en Préfecture le :

Affiché le :

Notifié le :

Le Conseil Municipal a pris acte

N° 34– 06/2024 : Jury d'Assises – Liste préparatoire de la liste départementale annuelle des jurés d'assises pour l'année 2025

Conformément aux dispositions de l'article 261-1 du Code de procédure pénale ont été tirés au sort :

- **M. Jérôme SEIGNEZ**, domicilié « 3, Rue du Fond du Bourg »
- **M. Jean-Luc GALLERNE**, domicilié « 6, Impasse des Mésanges »
- **M. Mathieu Julien HATRIVAL**, domicilié « 24, Route de Tulle ».

Ce tirage au sort ne constitue que le stade préparatoire de la procédure de désignation des jurés. En effet, la liste définitive sera établie par une commission dans le mois de septembre dans les conditions prévues aux articles 262 et suivants du Code de procédure pénale.

**N° 35– 06/2024 : Budget Annexe « Lotissement Pompeyrie II » :
décision modificative n° 1 pour régularisation
de la reprise des résultats 2023**

INTITULES DES COMPTES	DIMINUT* / CREDITS ALLOUES		AUGMENTATION DES CREDITS	
	COMPTES	MONTANTS (€)	COMPTES	MONTANTS (€)
OP : OPERATIONS FINANCIERES		84 345,39		85 445,20
Solde d'exécution section investissement			001(001)	85 445,20
Emprunts en euros	1641(16)	84 345,39		
DEPENSES - INVESTISSEMENT		84 345,39		85 445,20
OP : OPERATIONS D'EQUIPEMENT NON INDIVID				1 099,81
Dettes - Communes membres du GFP			168741(16)	1 099,81
RECETTES - INVESTISSEMENT		0,00		1 099,81

Nombre de membres en exercice :	15				
Nombre de membres présents :	13				
Nombre de membres représentés :	2				
Votants = 15	Exprimés =	15	Oui = 15	Non = 0	Absentions = 0

Adopté à l'unanimité

N° 36– 06/2024 : Délibération portant création d'un emploi non permanent pour un accroissement saisonnier d'activité

Le Maire rappelle à l'assemblée :

Conformément à l'article L. 313-1 du Code Général de la Fonction Publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Le cas échéant, pour un accroissement saisonnier, les collectivités locales peuvent ainsi recruter des agents contractuels sur des emplois non permanents sur la base de l'article L. 332-23 2° du Code Général de la Fonction Publique, afin de faire face à un accroissement saisonnier d'activité.

Ces emplois non permanents ne peuvent excéder 6 mois pendant une même période de 12 mois consécutifs.

Compte-tenu des congés annuels des agents des services techniques, il convient de créer pour les mois de juillet et août 2024 un emploi non permanent pour un accroissement saisonnier d'activité d'adjoint technique à raison de 35 heures hebdomadaires dans les conditions prévues à l'article L. 332-23 du Code Général de la Fonction Publique.

Le Maire propose à l'assemblée le recrutement de deux agents contractuels dans le grade d'adjoint technique relevant de la catégorie hiérarchique C pour faire face à un besoin lié à un accroissement saisonnier d'activité pour une période de deux mois à compter du 1^{er} au 31 juillet 2024 pour l'un et du 1^{er} au 31 août 2024 pour l'autre.

Ces agents assureront des fonctions d'adjoint technique à temps complet.

La rémunération des agents sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement : Echelle C1 – 2^{ème} échelon – Indice brut 368 – Indice majoré 367 à laquelle sera ajoutée une indemnité compensatrice de congé égale à 1/10^{ème} de la rémunération totale brute perçue.

Monsieur le Maire est chargé de recruter les agents contractuels affectés à ce poste et de signer leur contrat de travail.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment l'article L. 332-23 2°

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale,

DECIDE, à l'unanimité :

- d'adopter la proposition du Maire,
- d'inscrire les crédits correspondants au budget de l'exercice en cours,
- Les dispositions de la présente délibération prendront effet après transmission aux services de l'Etat et publication.

Nombre de membres en exercice :	15			
Nombre de membres présents :	13			
Nombre de membres représentés :	2			
Votants = 15	Exprimés =	15	Oui = 15	Non = 0 Absentions = 0

Adopté à l'unanimité

N° 37– 06/2024 : Délibération fixant le principe et les montants de la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que le décret n° 2023-1106 du 31 octobre 2023 **permet** aux organes délibérants d'une collectivité territoriale ou de ses établissements publics administratifs d'instituer pour certains agents publics une « *prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire* ».

Il appartient au Conseil Municipal de se prononcer sur l'institution et les montants de cette prime.

Vu l'avis du Comité Social Territorial placé auprès du Centre Départemental de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Corrèze en date du 09 avril 2024,

1 BÉNÉFICIAIRES

Bénéficieront de cette prime, les agents territoriaux (fonctionnaires et contractuels de droit public) et les assistants maternels et assistants familiaux mentionnés à l'article L. 422-6 du Code de l'action sociale et des familles qui remplissent les conditions cumulatives suivantes :

- Avoir été nommés ou recrutés par une collectivité territoriale ou l'un de ses établissements publics à une date d'effet antérieure au 1^{er} janvier 2023 ;

- Être employés et rémunérés par une collectivité territoriale ou l'un de ses établissements publics au 30 juin 2023 ;
- Avoir perçu une rémunération brute inférieure ou égale à 39 000 euros au titre de la période courant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023.

Sont exclus du bénéfice de la prime :

- Les agents publics éligibles à la prime de partage de la valeur ;
- Les élèves et étudiants en formation en milieu professionnel ou en stage avec lesquels les collectivités territoriales et leurs établissements publics sont liés par une convention de stage dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article L. 124-1 du code de l'éducation.

2 MONTANT

Le montant forfaitaire de la prime est déterminé comme suit :

Rémunération brute perçue au titre de la période courant du 1 ^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023	Montant maximum de la prime de pouvoir d'achat prévu par le décret	Montant proposé par la collectivité (pour un agent)	Nombre d'agents concernés
Inférieure ou égale à 23 700 €	800 €	200 €	6
Supérieure à 23 700 € et inférieure ou égale à 27 300 €	700 €	175 €	3
Supérieure à 27 300 € et inférieure ou égale à 29 160 €	600 €		0
Supérieure à 29 160 € et inférieure ou égale à 30 840 €	500 €		0

Supérieure à 30 840 € et inférieure ou égale à 32 280 €	400 €		0
Supérieure à 32 280 € et inférieure ou égale à 33 600 €	350 €		0
Supérieure à 33 600 € et inférieure ou égale à 39 000 €	300 €	75 €	1

La rémunération brute perçue pendant la période de référence sera déterminée dans les conditions prévues aux articles 3 et 6 du décret n° 2023-1106 du 31 octobre 2023.

③ MODULATION SELON LE TEMPS DE TRAVAIL ET LA DURÉE D'EMPLOI

Le montant de la prime est réduit à proportion de la quotité de travail (temps non complet et temps partiel) et de la durée d'emploi sur la période courant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023.

④ ATTRIBUTION INDIVIDUELLE

La prime sera versée aux agents employés et rémunérés par la collectivité au 30 juin 2023 qui remplissent les conditions ci-dessus mentionnées.

L'attribution individuelle fera l'objet d'un arrêté individuel du Maire.

⑤ VERSEMENT ET CUMULS

La prime sera versée en une seule fois avant le 30 juin 2024.

La prime est cumulable avec toutes les primes ou indemnités perçues par l'agent.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu le Maire dans ses explications complémentaires et après en avoir délibéré, à l'unanimité

→ **CONSIDÉRANT** le décret n° 2023-1106 du 31 octobre 2023 portant création d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents publics de la fonction publique territoriale,

→ **ADOpte** le principe et les montants de la « prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire » tels qu'exposés ci-dessus,

→ **PRÉCISE** que les crédits suffisants sont prévus au budget de l'exercice.

Nombre de membres en exercice :	15			
Nombre de membres présents :	13			
Nombre de membres représentés :	2			
Votants = 15	Exprimés = 15	Oui = 15	Non = 0	Absentions = 0

Adopté à l'unanimité

N° 38– 06/2024 : Mise à jour du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expérience et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) portant sur l'intégration Critère Régisseur et la modification des montants annuels de l'IFSE et du CIA

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi 84-53 modifiée du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 88,

VU le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi n°84-53,

VU de décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

VU le décret n°2015-661 du 10 juin 2015, modifiant le calendrier initial de mise en œuvre de ce régime Arrêtés ministériel du 29 juin 2015 (administrateurs),

VU le décret n°2016-1916 du 27 décembre 2016 modifiant diverses dispositions de nature indemnitaire,

VU l'arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application aux membres du corps des attachés d'administrations de l'Etat relevant du ministre de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (R.I.F.S.E.E.P) dans la fonction publique de l'Etat,

VU les arrêtés du 20 mai 2014 et du 18 décembre 2015 pris pour l'application au corps des adjoints administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un R.I.F.S.E.E.P dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'arrêté du 16 juin 2017 pris pour l'application aux corps des adjoints techniques (agents de maîtrise) de l'intérieur et de l'outre-mer et des adjoints techniques de la police nationale des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un R.I.F.S.E.E.P dans la fonction publique de l'Etat,

VU le décret n° 2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la Fonction Publique Territoriale, ayant pour objet l'actualisation des équivalences avec la Fonction Publique de l'Etat des différents cadres d'emplois de la Fonction Publique Territoriale pour la définition des régimes indemnitaires servis aux agents territoriaux, et procédant à une deuxième annexe permettant aux cadres d'emplois non encore éligibles au R.I.F.S.E.E.P de pouvoir en bénéficier. Sont concernés le cadre d'emploi des techniciens territoriaux et celui des ingénieurs territoriaux,

VU la circulaire NOR : RDFS1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel, dans la Fonction Publique de l'Etat,

VU la délibération du Conseil Municipal n° 44 – 10/2019 en date du 18 octobre 2019 relative à la mise en place du R.I.F.S.E.E.P (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expérience et de l'Engagement Professionnel),

VU la délibération du Conseil Municipal n° 79-12/2020 en date du 18 décembre 2020 relative à la mise à jour du R.I.F.S.E.E.P par l'intégration des cadres d'emplois de la filière technique : Techniciens territoriaux,

VU la délibération du Conseil Municipal n° 49-09/2022 en date du 30 septembre 2022 relative à la mise à jour du R.I.F.S.E.E.P par l'application du R.I.F.S.E.E.P aux agents contractuels de droit public et l'intégration des cadres d'emplois de la filière médico-sociale : A.T.S.E.M,

VU l'arrêté du Maire n° MA-ARE – 2024/01 en date du 31 janvier 2024 portant institution d'une régie de recettes pour l'encaissement des produits afférents à la location des salles communales,

VU l'arrêté du Maire n° MA-ARE - 2024/02 en date du 31 janvier 2024 portant nomination d'un régisseur titulaire et d'un mandataire suppléant de la régie de recettes instituée pour l'encaissement des produits afférents à la location des salles communales,

VU l'avis du Comité Social Territorial placé auprès du Centre Départemental de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Corrèze en date du 09 avril 2024,

VU le tableau des effectifs,

CONSIDERANT que la tenue d'une régie par un agent fait obligation à l'autorité territoriale de lui verser une indemnité de régie dans certaines conditions réglementaires,

CONSIDERANT que le RIFSEEP n'est pas cumulable avec l'indemnité de responsabilité des régisseurs d'avance et de recettes,

CONSIDERANT que le niveau de responsabilité du régisseur doit être pris en compte et valorisé dans la part IFSE,

CONSIDERANT qu'il apparaît nécessaire de revaloriser les montants annuels de l'IFSE et du CIA proposés par la collectivité par rapport aux montants globaux du régime indemnitaire existant mis en place en 2019 afin d'anticiper les révisions d'attribution de primes et les éventuels avancements de grade et ou de fonctions,

CONSIDERANT que ce régime indemnitaire comprend deux parts :

- L'IFSE, indemnité de fonctions de sujétions et d'expertise : part liée au niveau de responsabilité et d'expertise du poste et prenant en compte l'expérience professionnelle de l'agent ;
- Le CIA, complément indemnitaire annuel : part liée à l'engagement professionnel et à la manière de servir de l'agent.

Monsieur le Maire propose à l'Assemblée d'adopter les dispositions suivantes :

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

LES BÉNÉFICIAIRES

Le RIFSEEP (IFSE et CIA) est attribué aux agents titulaires, stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel (au prorata de leur temps de travail).

Les agents contractuels de droit public percevront les primes prévues pour les fonctions correspondant à leur emploi dans les mêmes conditions que les agents titulaires.

Les cadres d'emplois de la Commune concernés par le RIFSEEP sont :

- les attachés,
- les adjoints administratifs,
- les techniciens,
- les agents de maîtrise,
- les adjoints techniques,
- les Agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles (A.T.S.E.M.),

MODALITÉS D'ATTRIBUTION INDIVIDUELLE

Le montant individuel attribué au titre de l'IFSE et du CIA, sera librement défini par l'autorité territoriale, par voie d'arrêté individuel, dans la limite des conditions prévues par la présente délibération.

CONDITIONS DE CUMUL

Le régime indemnitaire mis en place par la présente délibération est par principe exclusif de toutes les autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir.

En conséquence, le RIFSEEP ne peut se cumuler avec :

- la prime de service et de rendement (PSR),
- l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (I.F.T.S.),
- l'indemnité d'administration et de technicité (I.A.T.),
- l'indemnité d'exercice de missions des préfectures (I.E.M.P.),
- l'indemnité spécifique de service (ISS)
- l'indemnité de responsabilité des régisseurs d'avances et de recettes.

La circulaire ministérielle NOR : RDFF1427139C en date du 05 décembre 2014 précise que l'IFSE est en revanche cumulable avec :

- l'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple : frais de déplacement),
- les dispositifs d'intéressement collectifs,
- les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat (exemples : indemnité compensatrice, indemnité différentielles, GIPA, ...)
- les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, ...)
- l'indemnité forfaitaire complémentaire pour la participation aux consultations électorales (IFCE).

ARTICLE 2 : MISE EN ŒUVRE DE L'IFSE : DÉTERMINATION DES GROUPES DE FONCTIONS

CADRE GÉNÉRAL

L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) repose sur la formalisation de critères professionnels liés aux fonctions exercées d'une part, et sur la prise en compte de l'expérience accumulée d'autre part.

Pour sa détermination, il convient de répartir chaque cadre d'emplois en groupes de fonctions suivant le niveau de responsabilité et d'expertise requis ou les sujétions auxquelles les agents peuvent être exposés. Cette répartition des postes est définie selon trois critères cumulatifs :

- le niveau d'encadrement et des missions afférentes au poste,
- la technicité et l'expertise requises,
- les sujétions particulières imposées.

Critère 1 - Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception notamment au regard de :

- nombre d'agents encadrés,
- position de l'agent au sein de l'organigramme,
- pilotage et/ou de la conception de projets,
- complexité des projets menés,
- capacité de coordination et d'encadrement.

Critère 2 - Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions notamment au regard de :

- niveau de connaissances et de qualification requis,
- niveau de technicité attendu,
- maîtrise des techniques, procédés et outils de travail,
- capacité d'analyse, de synthèse et le cas échéant d'autonomie et d'initiative.

Critère 3 - Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel :

- contraintes particulières liées au poste (horaires, contraintes physiques...),
- maîtrise des risques (accident, maladie professionnelle, responsabilité matérielle et prise en compte de la valeur du matériel utilisé),
- gestion du temps, confidentialité,
- relation à l'usager et aux partenaires, esprit d'équipe
- Régisseur.

Les trois critères conduisent à l'élaboration de groupes de fonctions qui sont déterminés pour chaque cadre d'emplois ; le groupe 1 devant être réservé aux postes les plus exigeants.

CONDITIONS DE VERSEMENT

L'IFSE fera l'objet d'un versement mensuel.

Le montant est proratisé en fonction du temps de travail.

CONDITIONS DE RÉEXAMEN

Le montant annuel de l'IFSE versé aux agents fera l'objet d'un réexamen :

- En cas de changement de fonctions (changement de groupe de fonctions avec davantage d'encadrement, de technicité ou de sujétions), ou mobilité vers un poste relevant d'un même groupe de fonctions) ;
- A minima, tous les 4 ans, en l'absence de changement de poste et au vu de l'expérience professionnelle acquise par l'agent ;
- En cas de changement de cadre d'emploi suite à une promotion, ou la réussite à un concours.

PRISE EN COMPTE DE L'EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE DES AGENTS ET DE L'ÉVOLUTION DES COMPÉTENCES

Les critères de fixation et de réexamen du montant individuel de l'IFSE, par rapport à la valorisation de l'expérience professionnelle, sont les suivants :

- l'approfondissement des savoirs techniques et leur mise en œuvre dans l'exercice des missions liées au poste,
- la mobilisation et l'élargissement de ses compétences et la réussite des objectifs fixés,
- la progression des connaissances de l'environnement de travail et des procédures,
- l'effort de formation professionnelle à l'exclusion des formations obligatoires, recyclages, permis, préparation aux concours et toute autre formation ne contribuant pas directement aux objectifs susvisés.

ARTICLE 3 : MISE EN ŒUVRE DU CIA PAR GROUPE DE FONCTIONS

CADRE GÉNÉRAL

Il est instauré au profit des agents un complément indemnitaire annuel (CIA) tenant compte de l'engagement et de la manière de servir.

CONDITIONS DE VERSEMENT

Le CIA fera l'objet d'un versement annuel.

Le montant est proratisé en fonction du temps de travail.

Ce complément n'est pas obligatoirement reconductible d'une année sur l'autre.

PRISE EN COMPTE DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL DES AGENTS ET DE LA MANIÈRE DE SERVIR

L'engagement professionnel et la manière de servir des agents pris en compte pour l'attribution du CIA sont appréciés au regard des critères retenus pour l'entretien professionnel, à savoir :

- L'efficacité dans l'emploi et la réalisation des objectifs (implication, sens de l'organisation, respect des délais, ...),
- Les compétences professionnelles et techniques (connaissances réglementaires, autonomie, ...),
- Les qualités relationnelles (sens de l'écoute, capacité à travailler en équipe, ...)
- La capacité d'encadrement ou, le cas échéant, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur le cas échéant (capacité d'analyse et de synthèse, ...)
- Contribution à l'activité du service (sens du service public, capacité à diffuser l'information, ...).

Ces critères seront appréciés en lien avec l'entretien professionnel.

ARTICLE 4 : DÉTERMINATION DES MONTANTS PLAFONDS DES GROUPES

Bénéficieront de l'IFSE et du CIA, les cadres d'emplois et emplois énumérés ci-après :

Cadres d'emplois	Groupes de fonctions	Plafond annuel Etat IFSE	Montant annuel proposé par la collectivité IFSE	Plafond annuel Etat CIA	Montant annuel proposé par la collectivité CIA
Attachés	Groupe A3	25 500 €	15 000 €	4 500 €	2 500 €
Adjoint administratifs	Groupe C1	11 340 €	11 000 €	1 260 €	1 200 €
Techniciens	Groupe B2	18 580 €	16 000 €	2 535 €	2 200 €
Agents de maîtrise	Groupe C1	11 340 €	11 000 €	1 260 €	1 200 €
	Groupe C2	10 800 €	6 500 €	1 200 €	1 000 €
Adjoint techniques	Groupe C1	11 340 €	11 000 €	1 260 €	1 200 €
	Groupe C2	10 800 €	3 500 €	1 200 €	1 000 €
A.T.S.E.M.	Groupe C2	10 800 €	5 600 €	1 200 €	900 €

ARTICLE 5 : MODALITES DE MAINTIEN OU DE SUPPRESSION DU RIFSEEP

Application du dispositif applicable aux fonctionnaires d'Etat soit le maintien dans les mêmes conditions que la rémunération pendant les congés de maladie ordinaire, les congés pour accident de service ou congés liés à une maladie professionnelle et les congés annuels, de maternité, d'adoption et de paternité et la suspension en cas de congés longue maladie, grave maladie et longue durée.

En cas de Temps Partiel Thérapeutique (TPT) : le régime indemnitaire suit le sort du traitement (*dispositif applicable aux fonctionnaires de l'Etat*).

En cas de Période de Préparation au Reclassement (PRP) : le régime indemnitaire est maintenu.

ARTICLE 6 : DATE D'EFFET

La présente délibération prendra effet au 1^{er} juillet 2024.

(Après avis du Comité Social Territorial et au plus tôt à la date de transmission de la délibération au contrôle de légalité au regard du principe de non rétroactivité d'un acte réglementaire et de son caractère exécutoire dès lors qu'il a été procédé à la transmission de cet acte au représentant de l'Etat dans le Département).

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé du Maire et en avoir délibéré, décide, à l'unanimité :

- d'abroger la délibération ° 49-09/2022 en date du 30 septembre 2022,
- d'approuver la présente délibération portant sur l'intégration critère régisseur et la modification des montants annuels de l'IFSE et du CIA,

- que la mise en œuvre de ce nouveau dispositif s'effectuera au 1^{er} juillet 2024,
- d'autoriser M. le Maire à fixer par arrêté individuel le montant de l'IFSE et du CIA versés aux agents concernés dans le respect des dispositions fixées ci-dessus,
- de prévoir et d'inscrire chaque année les crédits correspondants au budget.

Nombre de membres en exercice :	15				
Nombre de membres présents :	13				
Nombre de membres représentés :	2				
Votants = 15	Exprimés = 15	Oui = 15	Non = 0	Absentions = 0	

Adopté à l'unanimité

N° 39– 06/2024 : Révision du loyer de la SAS THEMIKI à compter du 1^{er} juin 2024

Le Conseil Municipal,

VU le bail professionnel soumis au statut des baux commerciaux signés le 20 janvier 2020 entre la Commune et la SAS THEMIKI afin d'exercer une activité de laverie automatique en libre-service,

VU l'avenant n° 1 signé le 1^{er} février 2020 pour reporter la date de prise d'effet du contrat du 1^{er} février 2020 au 1^{er} mars 2020,

VU l'avenant n° 2 signé le 1^{er} mars 2020 pour reporter à nouveau le prise d'effet du contrat du 1^{er} mars 2020 au 1^{er} juin 2020,

VU l'avenant n° 3 signé le 1^{er} juin 2021 pour corriger l'indice d'indexation du loyer figurant dans le bail initial,

après en avoir délibéré, à l'unanimité,

→ fixe le montant mensuel du loyer de la SAS THEMIKI à 174,42 € à compter du 1^{er} juin 2024 calculé comme suit :

Montant de l'indice des loyers commerciaux du 4^{ème} trimestre 2022 = 126,05

Montant de l'indice des loyers commerciaux du 4^{ème} trimestre 2023 = 132,63

Montant du loyer mensuel du 01.06.2023 au 31.05.2024 = 165,77 €

Calcul de la révision du loyer avec effet au 1^{er} juin 2024 :

$165,77 \text{ €} \times (132,63 / 126,05) = 174,42 \text{ €}$ soit + 5,22 %

→ mandate M. le Maire à l'effet de mettre en œuvre cette décision.

Nombre de membres en exercice :	15				
Nombre de membres présents :	13				
Nombre de membres représentés :	2				
Votants = 15	Exprimés = 15	Oui = 15	Non = 0	Absentions = 0	

Adopté à l'unanimité

N° 40– 06/2024 : Tarification du matériel communal (tables et chaises) à la location des administrés

Monsieur le Maire explique à l'assemblée que la Commune est souvent sollicitée par les habitants pour le prêt de matériel : tables et chaises appartenant à la collectivité pour l'exercice d'activités festives ou de rassemblement.

Il précise que jusqu'à présent ce matériel était mis à disposition gratuitement. Cependant, afin de faire face à d'éventuels dommages causés au matériel prêté et maintenir le matériel en bon état, il propose d'instaurer une tarification forfaitaire de l'ordre de 25 euros par location aux habitants et de maintenir la gratuité du prêt pour les associations communales.

Il rappelle que les bénéficiaires doivent aller chercher le matériel par leur propre moyen, pendant les heures de service du personnel communal. La restitution se fait dans les mêmes conditions.

Le Conseil Municipal, après en avoir entendu l'exposé du Maire et en avoir délibéré, à l'unanimité :

→ décide de mettre en place une tarification forfaitaire de 25 euros pour la location du matériel communal (tables et chaises) aux habitants.

→ dit qu'un titre de recette sera émis à l'encontre du bénéficiaire de la location.

→ dit que les bénéficiaires devront aller chercher le matériel par leur propre moyen, pendant les heures de service du personnel communal. La restitution se fera dans les mêmes conditions.

→ dit que la gratuité du prêt est maintenue pour les associations communales.

→ autorise le Maire à signer tout document à intervenir résultant de ces décisions.

Nombre de membres en exercice :	15				
Nombre de membres présents :	13				
Nombre de membres représentés :	2				
Votants = 15	Exprimés = 15	Oui = 15	Non = 0	Absentions = 0	

Adopté à l'unanimité

N° 41– 06/2024 : Adhésion au groupement de commandes porté par les Syndicats Départementaux d'Energies de l'Ariège (SDE09), de l'Aveyron (SIEDA), du Cantal (SDEC), de la Corrèze (FDEE19), du Gard (SMEG), du Gers (SDEG), de la Haute-Loire (SDE43), des Hautes-Pyrénées (SDE65) du Lot (TE46), de la Lozère (SDEE), des Pyrénées-Orientales (SYDEEL66), du Tarn (SDET) et du Tarn-et-Garonne (SDE82) pour l'Achat et la valorisation d'Energies, l'achat de fournitures, de services ou de travaux en matière d'efficacité énergétique

Le conseil Municipal

Vu le Code de l'Energie,

Vu le Code de la commande publique,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la convention constitutive jointe en annexe,

Considérant que le Syndicat Départemental d'Énergie de l'Ariège (SDE09), le Syndicat Départemental d'Énergie du Département de l'Aveyron (SIEDA), le Syndicat Départemental d'Énergie du Cantal (SDEC), la Fédération Départementale d'Électrification et d'Énergie de la Corrèze (FDEE 19), le Syndicat Départemental d'Énergie du Gers (SDEG), le Syndicat Départemental d'Énergie de la Haute-Loire (SDE43), la Fédération Départementale d'Énergie du Lot (FDEL), le Syndicat Mixte d'Électrification du Gard (SMEG), le Syndicat Départemental d'Électrification et

d'Équipement de la Lozère (SDEE), le Syndicat Départemental d'Énergie des Hautes-Pyrénées (SDE65), le Syndicat Départemental d'Énergie et d'Électricité du Pays Catalan (SYDEEL 66), le Syndicat Départemental d'Énergie du Tarn (SDET) et le Syndicat Départemental d'Énergie de Tarn-et-Garonne (SDE82) :

- ont constitué un groupement de commandes pour l'achat et la valorisation d'énergies, l'achat de fournitures, de services ou de travaux en matière d'efficacité énergétique dont le SDET (Syndicat Départemental d'Énergies du Tarn) est le coordonnateur ;
- qu'en leur qualité de Membres Pilotes dudit groupement, seront les interlocuteurs privilégiés des membres du groupement situés sur leurs territoires respectifs.

Considérant que les Membres pilotes précités souhaitent renforcer les compétences mises à dispositions des acteurs de leurs territoires en les regroupant au sein d'un groupement de commandes qui se matérialise par une nouvelle convention constitutive entre ses membres.

Considérant que cette nouvelle convention constitutive entraînera la résiliation de l'actuelle convention constitutive dans un délai de six mois à compter du terme des marchés ou accords-cadres passés dans le cadre de la convention actuelle.

Considérant que la Commune de SAINT MEXANT, au regard de ses propres besoins, a un intérêt à adhérer à ce groupement de commandes,

Etant précisé que Commune de SAINT MEXANT sera systématiquement amenée à confirmer son engagement à l'occasion du lancement de chaque marché ou accord-cadre passé dans le cadre du groupement pour ses différents besoins.

**Au vu de ces éléments et sur proposition de Monsieur le Maire,
le conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- Décide de l'adhésion de Commune de SAINT MEXANT au groupement de commandes précité.
- Approuve la convention constitutive du groupement de commandes jointe en annexe à la présente délibération.
- Autorise Monsieur le Maire à signer de la convention constitutive pour le compte Commune de SAINT MEXANT.
- Prend acte des missions dévolues aux Membres Pilotes décrites au 5.2 de la convention constitutive et que le Membre Pilote de son département (ou le Membre Pilote auprès duquel il a été fait part du souhait d'adhésion au Groupement pour les membres dont le siège est localisé en dehors des départements des Membres Pilotes), ou par défaut le coordonnateur, demeure l'interlocuteur privilégié de la Commune de SAINT MEXANT.

- Prend acte des missions dévolues au coordonnateur décrites au 4.2 de la convention constitutive et autorise notamment le coordonnateur à signer les marchés, accords-cadres et marchés subséquents issus du groupement de commandes pour le compte de la Commune de SAINT MEXANT, et ce sans distinction de procédures.
- S'engage à régler les sommes dues aux titulaires des marchés retenus par le groupement de commandes et à les inscrire préalablement à son budget.
- Habilité le coordonnateur à solliciter, en tant que de besoin, auprès des gestionnaires des réseaux de distribution de gaz naturel et d'électricité ainsi que des fournisseurs d'énergies, l'ensemble des informations relatives aux différents points de livraison de la Commune de SAINT MEXANT.

-	Nombre de membres en exercice :	15				
-	Nombre de membres présents :		13			
-	Nombre de membres représentés :	2				
-	Votants =	15	Exprimés =	15	Oui = 15	Non = 0 Absentions = 0

Adopté à l'unanimité

<p>N° 42– 06/2024 : Société Protectrice des Animaux : Proposition de Convention</p>
--

Proposition de partenariat émanant de la SPA dans le cadre de la mise en place d'une campagne chats libres :

- La SPA demande à la collectivité une participation financière de 50€ par chat, peu importe le sexe du chat.
- La convention établie est valable sur l'année civile
- La subvention, versée par la collectivité à la SPA en deux temps, permet le déblocage des bons de stérilisation et d'identification SPA, lesquels sont remis au vétérinaire choisi pour réaliser les interventions. La valeur faciale des bons est la suivante :
 - 55€ pour un mâle (castration et identification)
 - 70€ pour une femelle (ovariectomie et identification)
 - 80€ pour une femelle gestante (ovariohystérectomie et identification)

Ces bons sont valables sur l'année civile.

- Le vétérinaire partenaire et signataire de la convention, externe à la SPA, accepte de s'aligner à la valeur faciale de ces bons SPA : le cas échéant, le delta est à la charge de la collectivité.
- L'identification au nom de la commune est effectuée en même temps que la stérilisation par le biais de la pose d'une puce électronique ou d'un tatouage dermographe.
- Les conventions s'établissent pour un minimum de 5 chats, et par multiple de 5.

Le suivi de la campagne pourrait être assuré par le refuge de Tulle présent sur le département.

Il reste à identifier avec la SPA qui se chargera de la mise en œuvre (capture, transfert vers la clinique et relâche), le nom de la clinique vétérinaire partenaire et l'objectif de chats.

→ Le Conseil Municipal au vu de l'énoncé du Maire, décide d'ajourner sa décision et demande à ce dernier de bien vouloir contacter la Fondation 30 Millions d'Amis afin de pouvoir effectuer une comparaison quant à leur prestation.

N° 43– 06/2024 : Recensement de la population 2025 Désignation d'un coordonnateur communal

Monsieur le Maire informe l'assemblée que la Commune va devoir réaliser en 2025 le recensement de la population sur le territoire communal. Cette enquête se déroulera du 16 janvier au 15 février 2025.

Il ajoute que ce recensement est très important pour la Commune. De sa qualité dépend le calcul de la population légale, mise à jour et diffusée chaque année fin décembre et prise en compte pour déterminer notamment la participation de l'Etat au budget communal.

Monsieur le Maire explique qu'il incombe à la municipalité de désigner, avant le 30 août prochain, un coordonnateur communal chargé de la mise en œuvre de l'enquête de recensement.

Le coordonnateur est l'interlocuteur de l'INSEE pendant toute la durée du recensement : il met en place l'organisation et la logistique du recensement, il assure l'encadrement et assure un soutien logistique aux agents chargés du recensement, il pilote la campagne locale de communication, la formation et l'encadrement des agents recenseurs.

Il propose à l'assemblée de désigner parmi le personnel administratif de la Commune un coordonnateur chargé de la préparation et de la réalisation de l'enquête de recensement de la population 2025.

Pour ce qui est de l'enquête de réalisation du recensement, le Conseil Municipal sera amené à délibérer lors d'une prochaine séance pour fixer le nombre d'agents recenseurs et déterminer des modalités de rémunération.

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Fonction Publique,

Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu la loi n°51-711 du 7 juin 1951 modifiée sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1973 sur l'informatique, les fichiers et les libertés,

Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité (notamment son titre V, articles 156 à 158),

Vu le décret en Conseil d'Etat n° 2003-485 du 5 juin 2003, modifié définissant les modalités d'application du titre V de la Loi n°2002-276,

Vu le décret n° 2003-561 du 23 juin 2003 modifié, fixant l'année de recensement pour chaque commune,

Considérant que la collectivité doit organiser pour l'année 2025 les opérations de recensement de la population.

Considérant qu'il convient de désigner un coordonnateur de l'enquête de recensement,

**après avoir entendu l'exposé du Maire
et en avoir délibéré, à l'unanimité :**

→ décide de désigner parmi le personnel administratif de la commune : Madame Nadine BOUYOUX, secrétaire de mairie, comme coordonnatrice chargée de la préparation et la réalisation de l'enquête de recensement de la population 2025 et Madame Elodie FRANCO, adjointe administrative, comme coordonnatrice suppléante.

→ ces coordonnatrices seront nommées par arrêté du maire.

-	Nombre de membres en exercice :	15				
-	Nombre de membres présents :		13			
-	Nombre de membres représentés :	2				
-	Votants =	15	Exprimés =	15	Oui = 15	Non = 0 Absentions = 0

Adopté à l'unanimité

N° 44- 06/2024 : Questions diverses

→ Implantation d'une maison AGES et VIE sur la commune : trop d'incertitudes pesant sur ce projet, M. le Maire informe l'assemblée qu'il n'y aura pas de suite donnée par la collectivité.

→ Vente de Terrain à la SCI KALOS : la signature de l'acte authentique a lieu le 25 juin prochain en l'étude de Maître Jean Thierry GANE.

→ Elections Législatives du 30 juin et 07 juillet 2024 : M. le Maire demande aux conseillers de bien vouloir communiquer au secrétariat de mairie leurs disponibilités dans les meilleurs délais afin de pouvoir constituer les bureaux de vote.

→ Programme « Rénovation et extension de la salle polyvalente » : *Litige qui oppose la Municipalité à la Sarl SPB DEVESIS portant sur les dommages suivants : efflorescences blanchâtres sur le carrelage.* Suite au refus au titre de l'assurance Dommages-Ouvrage, la Commune a sollicité l'aide de Groupama d'Oc au titre de l'Assurance Juridique. Le cabinet Union d'Experts, sis à Brive, mandaté par l'assureur, a effectué ses opérations d'expertises contradictoires, en présence des parties en cause, mercredi 12 juin 2024. La Commune est à ce jour en attente du rapport d'expertise.

→ PPMS à l'école : un système d'alarme sur intrusion va être mis en place pour améliorer les cornes de brumes déjà installées.

→ Incivilités au complexe sportif de Bousageix : Suite aux dégradations constatées : vitrage cassé, hublot côté vestiaire arbitre brisé, tags sur les locaux vestiaires, traces de pas sur les portes, etc ..., M. le Maire fait savoir qu'il a déposé plainte à la gendarmerie.

L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée à 20 h

Fait à St Mexant, le 13 septembre 2024

**Le Président de séance,
Patrick BORDAS**

**Le secrétaire de séance,
Nadine BRISSAUD**

**Lors de la séance du Conseil Municipal
du 14 juin 2024 à 18 h 30
les délibérations suivantes ont été prises :**

N° d'ordre	OBJET DES DÉLIBÉRATIONS	Décision du Conseil Municipal
35-06/2024	Budget Annexe « Lotissement Pompeyrie II » : Décision modificative pour régularisation de la reprise des résultats	Approuvée à l'unanimité
36-06/2024	Délibération portant création d'un emploi non permanent pour un accroissement saisonnier d'activité	Approuvée à l'unanimité
37-06/2024	Délibération fixant le principe et les montants de la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle	Approuvée à l'unanimité
38-06/2024	Mise à jour du Régime Indemnitare tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expérience et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) portant sur l'intégration Critère Régisseur et la modification des montants annuels de l'IFSE et du CIA	Approuvée à l'unanimité
39-06/2024	Révision du loyer de la SAS THEMIKI à compter du 1 ^{er} juin 2024	Approuvée à l'unanimité
40-06/2024	Tarification du matériel communal (tables et chaises) à la location des administrés	Approuvée à l'unanimité
41-06/2024	Adhésion au groupement de commandes porté par les Syndicats Départementaux d'Energies de l'Ariège (SDE09), de l'Aveyron (SIEDA), du Cantal (SDEC), de la Corrèze (FDEE19), du GARD (SMEG), du Gers (SDEG), de la Haute-Loire (SDE43), des Hautes-Pyrénées (SDE65), du Lot (TE46), de la Lozère (SDEE), des Pyrénées-Orientales (SYDEEL66), du Tarn (SDET) et du Tarn-et-Garonne (SDE82) pour l'Achat et la valorisation d'Energies, l'achat de fournitures, de services ou de travaux en matière d'efficacité énergétique.	Approuvée à l'unanimité
43-06/2024	Recensement de la population 2025 / Désignation d'un coordonnateur communal	Approuvée à l'unanimité

**Le Président de séance,
Patrick BORDAS**

**Le secrétaire de séance,
Nadine BRISSAUD**